Texte paru en 2005 dans la revue « Eléments »

PIERRE ANDRE TAGUIEFF : QUI HAIT QUI ?

1

Des statistiques publiées annuellement par la Commission nationale consultative des droits de l'homme sur la lutte contre le racisme (CNCDH), il ressort qu'on a enregistré en 2004 quelque 200 « actions violentes antisémites » (contre 125 en 2003, mais déjà 195 en 2002), dont 34 % seraient imputables à des « Arabo-musulmans ». Le rapport distingue entre les « violences » et les « menaces », les premières étant évidemment plus graves que les secondes (sur 770 « menaces » antisémites recensées, 483 se résument à des graffitis). Les « actions violentes » désignent les profanations de lieux de culte, les coups et blessures, les atteintes aux biens et aux personnes, etc. Le rapport recense par ailleurs 169 « actions violentes racistes et xénophobes » et précise que les « menées strictement islamophobes » ont représenté « 21 % de la violence raciste globale en 2004, contre 15 % en 2003 et 12 % en 2002 ». Il indique enfin l'on a enregistré en 2004 92 profanations de lieux de culte chrétiens (contre 31 pour les lieux de culte juifs et 28 pour les lieux de culte musulmans). L'ensemble représente à peu près un deux millième des actes relevant de la délinquance ou de la criminalité classique.

La grande majorité des incidents recensés correspond sans nul doute à la réalité[1]. La publicité qui leur a été donnée n'en a pas moins donné lieu, en particulier en Israël aux Etats-Unis, à des surinterprétations fantasmagoriques assimilant quasiment la France chiraquienne au IIIe Reich. Le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, est allé jusqu'à appeler les Juifs de France à « immigrer immédiatement en Israël », tandis que s'installait dans son pays ce que l'ancien ambassadeur de l'Etat juif à Paris, Elie Barnavi, a qualifié de « grave francophobie »[2]. Le 8 novembre 2004, l'American Board of Rabbis a été jusqu'à demander un boycott mondial des produits français au motif que Yasser Arafat avait été admis à mourir à Paris. Pour faire bonne mesure, le président de cette association, le rabbin Mordechai Yitzchok Friedman, a invoqué la Bible (Gen. 12, 3) pour faire savoir que Dieu « a maudit la France et les Français »[3].

Cette situation nouvelle s'est aussi traduite par une vague de publications en librairie. L'une des principales est l'œuvre de Pierre-André Taguieff qui, dans *Les prêcheurs de haine*, reprend et développe la matière d'un ouvrage précédent, *La nouvelle judéophobie*[4]. Son disciple agité, Alexandre

Del Valle, avait déjà annoncé voici quelque temps un essai fulminant contre une improbable constellation rouge-brune-verte. Taguieff reprend le projet à son compte, en prétendant cerner rien moins que « l'émergence d'une idéologie antijuive aux dimensions planétaires » (p. 13), qu'il qualifie de « nouvelle judéophobie »[5].

Dans les pays occidentaux, la nouvelle judéophobie, reposant sur l'amalgame polémique entre « Juifs », « Israéliens » et « sionistes », consisterait à retourner contre les Juifs les traditionnelles accusations de racisme ou de nazisme. A la fois « progressiste » et « antiraciste », qualifiant les Juifs, et surtout les Israéliens, de « racistes », sinon de « nazis », elle marquerait donc l'émergence (moins inédite que l'auteur ne paraît le croire) d'un « antiracisme antijuif ». Elle serait aujourd'hui principalement le fait, d'une part, des jeunes issus de l'immigration maghrébine, qui pensent se donner une identité de rechange qu'ils ne trouvent pas dans la société française en s'identifiant au combat des Palestiniens, de l'autre, des militants tiers-mondistes ou anti-impérialistes hostiles à l'Amérique comme au sionisme. Enfin, cette nouvelle judéophobie tendrait à supplanter l'antisémitisme « traditionnel », à motivations religieuses ou laïques, surtout véhiculé dans un passé récent par l'extrême droite.

Le « noyau dur » de cette nouvelle judéophobie serait la « nazification d'Israël et du sionisme » que Taguieff place « au cœur de la propagande antisioniste » radicale ou absolue. Le sionisme « absolu » serait celui qui, « sur la base d'une délégitimation sans réserve de l'Etat d'Israël, prône, ouvertement ou non, son démantèlement ou sa destruction violente » (p. 92). Procédant par « diabolisation » ou par « dénigrement systématique » de l'Etat d'Israël, qu'il stigmatise comme « raciste », « nazi » ou « génocidaire », il se résumerait donc dans la mise en question du droit d'Israël à l'existence et dans l'objectif radical de destruction de cet Etat. Taguieff ne précise pas si, à ses yeux, l'antisionisme « radical » est un simple masque de la judéophobie, qui aurait trouvé là le moyen de se tailler des habits neufs, ou s'il y conduit inévitablement, par une sorte de nécessité interne dont il resterait à démonter le mécanisme.

Taguieff se défend de vouloir discréditer toute critique de la politique israélienne[6]. Il n'en a, dit-il, qu'à l'antisionisme « radical » ou « absolu ». Dès lors, il importe évidemment de savoir où passe la frontière entre l'antisionisme « légitime » et l'antisionisme « illégitime ». Question difficile à résoudre. Quand Avraham Burg, ancien président de la Knesset, écrit (dans un texte d'abord paru en Israël, dans le *Yediot Aharonot*) que « la fin de l'entreprise sioniste est déjà notre porte » et que « deux mille ans de lutte du peuple juif pour sa survie se réduisent à un Etat de colonies, dirigé par une clique sans morale de hors-la-loi corrompus », fait-il profession d'antisionisme radical ? Quand l'historien libéral Tony Judt déclare qu'« Israël est néfaste pour les Juifs », est-il animé par la judéophobie ? Et Hannah Arendt qui, en 1948, parlait de « chauvinisme raciste » à propos de l'idéal sioniste ?

La perplexité s'accroît quand on constate que Pierre-André Taguieff ne donne strictement aucun exemple de ce que pourrait être à ses yeux un antisionisme « légitime ». Et que la définition qu'il donne de l'antisionisme « radical » est très extensive, puisqu'elle inclut aussi bien la thèse d'un Etat binational, multinational ou multiethnique (p. 512), thèse déjà défendue dans les années quarante par Judah Magres, que la « criminalisation du droit à l'autodéfense d'Israël » (il suffit alors de mettre au compte de l'« autodéfense » n'importe quelle mesure décrétée par les autorités israéliennes pour que la critique de cette mesure puisse être dénoncée comme « judéophobe »), ou encore l'« assimilation polémique de l'Etat d'Israël à un régime d'apartheid », qui constituerait « une préparation et une justification de ce qu'il faut bien appeler l'"israélocide" » (p. 322).

Taguieff reconnaît lui-même qu'entre ce qu'il appelle l'antisionisme légitime et l'antisionisme illégitime « se déploie une vaste zone d'ambiguïté, permettant le glissement insensible d'un pôle à un autre » (p. 21-22). C'est précisément de cette « ambiguïté » (ou « équivocité ») qu'il joue lui-même pour créer une « vaste zone » de soupçon. En outre, comme il a posé d'emblée que l'antisionisme « radical » peut s'exprimer « ouvertement ou non », c'est-à-dire en s'exprimant à mots couverts, par allusion, voire par omission, il s'en déduit tout naturellement que n'importe quel discours « antisioniste »[7] peut être déclaré « pas clair » – pour reprendre un terme qu'il connaît bien –, si bien que le lecteur est tenté de voir dans l'« antisionisme légitime » une sorte de pôle factice, une abstraction inconsistante utilisée pour créer l'impression d'une (fausse) symétrie. On y reviendra.

Concernant l'antisionisme arabe, Taguieff n'a bien entendu pas de mal à citer des textes plus délirants les uns que les autres, qui témoignent de la diffusion des stéréotypes antijuifs dans le monde arabo-musulman. Il n'a pas de mal non plus à montrer que ces stéréotypes sont fréquemment relayés dans certains milieux issus de l'imigration. Mais il ne s'arrête pas là. De proche en proche, ce sont des secteurs d'opinion de plus en plus large qui, par vagues successives, se trouvent à leur tour stigmatisés. Et c'est bien là que les problèmes commencent.

Dans la seconde partie du livre, où il règle visiblement des comptes, Taguieff s'en prend en effet à une foule d'observateurs, de journalistes ou d'essayistes, français dans leur vaste majorité[8], qui, non seulement n'ont que fort rarement donné dans l'antisionisme « absolu », mais n'ont jamais exprimé le moindre propos judéophobe et ont au contraire le plus souvent condamné de manière explicite toute forme d'antisémitisme. Cette attitude ne leur vaut pas de traitement de faveur. C'est là que l'on entre dans la valse des attaques *ad hominem* et des procès d'intention.

Le titre du livre, qu'on pourrait croire traduit de l'anglais, est déjà purement polémique, donc sans portée intellectuelle ou scientifique. Mais il donne le ton. Au fil des pages, on voit en effet Taguieff stigmatiser à la file la « bêtise idéologisée » de Xavier Ternisien, coupable d'avoir critiqué l'islamophobie, le comportement « docile et aveugle » de l'ancien président du CRIF Théo Klein, l'« incompétence » d'Alfred Grosser, les « délires » du sociologue Jean Ziegler, le « style voyou » de Daniel Bensaïd, les « agissements » de François Gèze ou Michel Warschawski, les textes « déshonorants » de Gilles Deleuze, Edgar Morin et sa « dénonciation haineuse », Danièle Sallenave et son « combat douteux ». Ceux qui n'ont pas plus de sympathie pour Bush que pour Ben Laden, Jean Baudrillard par exemple, sont qualifiés de « ninihilistes ». Serge Halimi devient un « dénonciateur anonyme » (p. 879), un « super-roquet » ayant hérité de sa mère (Gisèle Halimi) une « impitoyable haine de soi » (p. 268), Alain Gresh, rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, étant lui-même le fils naturel de son père (Henri Curiel).

Etienne Balibar est quant à lui un « communiste bien nourri » (p. 836), doublé d'un « propagandiste de bas étage » et d'un « stalinien mal dégrossi » (p. 315). Denis Sieffert, rédacteur en chef de *Politis*, n'est qu'un « agitateur », l'islamiste Bruno Etienne un « exalté » au « sourire commercial à la Fernandel [sic] » (p. 320), Dieudonné un « Ben Laden modéré [sic] » (p. 390), Pascal Boniface un personnage « douteux » (p. 561), un « expert-idéologue, dont l'inculture n'a d'égale que la vanité » (p. 425), Emmanuel Todd un « sous-Chomsky à la française » (p. 479), un « démographe touche-à-tout » (p. 537) et « arrogant » (p. 541), Joël Roman un « homme à tout faire de la "deuxième gauche" » (p. 515), Rony Brauman un « bavard ex-"humanitaire" » (p. 547), José Bové un « provocateur médiatique » et un

« démagogue », Miguel Benasayag un « militant gauchiste professionnel »[9] (p. 822). Daniel Mermet, dénoncé dans les milieux propalestiniens les plus radicaux comme une « parfait sioniste », est qualifié de « journaliste trotskysant » et accusé de diffuser à la radio de « propos hostiles aux “Juifs“ ou aux “sionistes“ » (p. 382). Le cinéaste Michael Moore est lui-même présenté comme un « bateleur gauchiste », un « personnage grotesque », un « énergumène » (p. 8658) auteur d'un « réquisitoire haineux contre George W. Bush » (p. 868).

On pourrait multiplier les exemples. La violence des termes employés n'empêche pas Taguieff de reprocher à ceux qu'il dénonce ainsi de « diaboliser » les autres d'une façon manichéenne et répulsive et d'exprimer une « vision paranoïaque » du monde.

Le MRAP, dont Taguieff fut jadis le collaborateur, est lui aussi cloué au pilori. La revue *Esprit* qui, en 1993, avait mobilisé avec courage pour le soutenir lorsqu'il avait été attaqué par les « vigilants », est stigmatisée pour n'avoir pas consacré « la moindre chronique à la récente vague de judéophobie » (p. 323) et pour offrir, depuis la fin des années 80, le spectacle d'un « mélange d'anti-israélisme radical, mais sournois, et de propalestinisme aussi profond que prudent [sic], le tout baignant dans une hypocrisie cauteleuse et donneuse de leçons » (p. 515)[10] ! *Le Monde diplomatique* n'est pas épargné non plus, bien sûr, pas plus que la revue des jésuites *Etudes*.

Elargissant encore son propos, Pierre-André Taguieff s'attaque ensuite aux altermondialistes, aux tiers-mondistes, aux adversaires du libéralisme et aux critiques de l'hyperpuissance américaine – soit à peu près aux deux tiers de la planète. « L'anti-impérialisme tiers-mondiste (donc anti-occidental) et l'anti-américanisme radical, écrit-il, font partie de la définition même de la nouvelle judéophobie [sic] » (pp. 25-26). « Haïr l'Amérique, c'est désormais haïr les Juifs » (p. 33). Alexandre Adler avait déjà eu l'indécent culot de prétendre que « l'anti-américanisme français est une version politiquement correcte de l'antisémitisme »[11]. (On était tenté de répondre : et la critique du sionisme par un Juif américain, Noam Chomsky par exemple, c'est une « version politiquement correcte » de quoi ?). Taguieff assure, lui, que la « judéophobie » est aujourd'hui notamment portée « par le nouveau gauchisme tiers-mondiste, d'une façon plus ou moins voilée [sic], à travers la démonisation de l'“axe américano-sioniste” » (*La Croix*, 29 octobre 2004). La critique des liens existant entre Israël et les Etats-Unis relèverait donc obligatoirement d'un mode d'expression diabolique (la « démonisation »), et de surcroît pourrait être « voilée », ce qui suppose des experts en « dévoilement ». La Nouvelle Droite qui, en trente ans d'existence, n'a pas consacré *un seul article* au sionisme ou au conflit israélo-palestinien, est pareillement stigmatisée pour avoir dénoncé les Etats-Unis, l'« américanophobie » étant qualifiée de « maladie de l'âme » (p. 527) : « Il faut lire en même temps Alain de Benoist et Daniel Bensaïd ou Etienne Balibar » (p. 506)[12].

Ce n'est pas fini. On apprend aussi que « la judéophobie va désormais de pair avec la diabolisation du marché » (p. 555). Tout critique de la démocratie libérale ou de la société de marché peut donc être présumé « judéophobe ». Au passage, Taguieff dénonce aussi « le parti pris aveugle en faveur des “pauvres” », réduit à un mixte de populisme mystique, de misérabilisme moralisant et de « vision lacrymale » du monde. Les souffrances sociales dues à l'emprise de la logique du capital ne l'empêchent apparemment pas de dormir. Ailleurs, il va même jusqu'à écrire que le seul fait de se réclamer d'un mode de pensée holiste ou de critiquer l'individualisme méthodologique met en péril de verser dans la judéophobie. Conclusion logique : « On peut se demander légitimement si le capitalisme libéral et le pluralisme politique avec lequel il forme un cercle vertueux [sic] n'immuniserait pas contre

l'antisémitisme »[13]. Et d'ajouter : « Voilà de quoi alimenter de futurs débats sur les potentialités totalitaires des mouvements "antimondialisation", opposant les communautés solidaires "enracinées" à la société individualiste de marché »[14]. La seule façon de n'être pas suspecté de judéophobie serait donc d'adhérer sans réserve au principe de la « société individualiste de marché ».

Bien entendu, comme on l'a dit plus haut, l'immense majorité de ceux que Taguieff attaque ainsi n'ont jamais demandé la destruction de l'Etat d'Israël, et encore moins manifesté le moindre sentiment d'antisémitisme. Ce détail n'entame pas la fougue de l'auteur, qu'elle amène seulement à une ultime contorsion. On apprend donc que « ceux qui, à gauche ou à l'extrême gauche, prétendent "lutter contre l'antisémitisme" tout en diabolisant Israël et le "sionisme", représentent les nouveaux antijuifs : l'anti-antisémitisme déclaré, voire claironné, constitue désormais le masque permanent des ennemis véritables des Juifs » (p. 78). Propos qui rejoint celui d'Alain Finkielkraut s'affolant de voir naître « quelque chose de monstrueux » : « l'antisémitisme judéophile [sic] »[15]. Les adversaires déclarés de l'antisémitisme peuvent donc être eux-mêmes déclarés judéophobes. S'y ajoutent ceux « qui sont antijuifs sans le savoir » (p. 533). La boucle est bouclée. *Double bind*. A lui seul, ce débordement révèle le sens de l'entreprise.

A partir de telles prémisses, Taguieff peut donc faire figurer parmi les propagateurs de la « thématique antijuive », non seulement les « propagandistes de toutes les figures de l'islam politique et radical », mais aussi la « mouvance néo-chrétienne humanitaire », une « fraction des élites (de gauche ou de droite, libérales ou sociales-démocrates) prônant le dépassement de l'Etat-nation et l'utopie messianique de l'entrée dans un monde postnational », les « nouveaux anti-impérialistes » qui « tendent à réduire à un anti-américanisme simpliste et globalisant leur combat contre la mondialisation "néo-libérale" », et même « le monde arabe tout entier » [sic] et les « régimes dictatoriaux ou réactionnaires-ploutocratiques qui le constituent »[16]. Est-ce seulement crédible ? Ou ne faut-il pas plutôt penser, comme l'écrit Fabien Ollier, que « grâce à cette exhaustivité remarquable, une question se pose : qui n'est pas aujourd'hui, à part les juifs sionistes radicaux et Taguieff lui-même, néo-judéophobe ? »[17].

Contrtastant avec ces innombrables figures répulsives, quelques autres personnages sont au contraire encensés, comme André Glucksmann ou Guy Millière. Se trouvent également cités de manière élogieuse, sinon révérentielle, deux authentiques « prêcheurs de haine ». Le premier est le misérable Yves-Charles Zarka, dont les grotesques écrits sur Carl Schmitt (un auteur qu'il n'est même pas capable de lire dans le texte) sont pieusement répertoriés (p. 317) – ce qui n'empêche pas Taguieff d'utiliser des arguments typiquement schmittiens pour dénoncer la criminalisation de la guerre (pp. 496-497). Le second n'est autre que l'adipeux fouineur multicartes Alexandre Adler, l'homme-qui-se-trompe-toujours, l'ex-kominternien reconverti en défenseur du libéralisme bruxellois qui officie aujourd'hui au *Figaro*, après avoir quitté *Le Monde*, où il ne pouvait plus supporter, dit-il, de se « retrouver coude à coude avec ceux qui combattent la mondialisation, la démocratie américaine et Israël [sic] »[18]. L'homme qui vitupérait hier « des traîtres juifs comme les Brauman et autres »[19], tous coupables de n'avoir pas la même opinion que lui sur le conflit israélo-palestinien. En d'autres circonstances, le même halluciné a comparé les combattants tchétchènes aux nazis et solennellement dénoncé les « nationalités barbares du Caucase qui ne sont en réalité pas dignes, comme le prouve quotidiennement leur comportement, de faire partie de la civilisation russe »[20] – avant de proclamer ubi et orbi que l'antisionisme doit, au même titre que l'antisémitisme, « faire l'objet d'une police de la pensée », dont les agissements devront s'accompagner d'une « réprobation des apostats [sic] »[21].

Bien entendu, Pierre-André Taguieff approuve l'agression américaine contre l'Irak. Il condamne la position adoptée à cette occasion par la France, position qui l'a isolée « de ses alliés naturels [sic] » (p. 292), car les Européens « ont les mêmes intérêts que les Américains » (p. 432). En Irak, d'ailleurs, tout va bien : « Les Américains devaient s'y enliser à la soviétique. Il n'en a rien été » (p. 484). On croit rêver. Le sommet est atteint lorsque Taguieff écrit, à propos de George W. Bush, que celui-ci n'est certes « pas un intellectuel cosmopolite raffiné » (sic), mais qu'on aurait tort d'en conclure que c'est un parfait crétin, car il faut le « comparer avec les autres dirigeants en exercice sur la planète » (p. 468) !

Le lecteur sera sans doute également surpris d'apprendre que « jamais, depuis la Libération, les préjugés et les stéréotypes antijuifs n'ont circulé dans autant de secteurs de la société française en rencontrant aussi peu de résistance intellectuelle et politique » (p. 255). Taguieff parle en effet très sérieusement d'un « triomphe médiatique de la palestinophilie » (p. 81), qui ne serait que « l'expression d'une israélophobie devenue passion politique dominante » (p. 268). Cette « israélophobie » se traduirait par une relative indifférence des médias aux incidents antisémites[22]. « Le conformisme "antisioniste" et "palestinophile", ajoute-il, ne cesse de progresser dans l'espace public » (p. 90), au point que l'on assisterait en France à une croissante « arafatisation des esprits [sic] » (p. 189). L'expression fait sourire à un moment où les librairies croulent littéralement sous le poids des ouvrages dénonçant l'islam et le complot « islamiste » mondial, et où les grands médias parlent constamment de « rebelles » ou d'« insurgés » pour qualifier les *résistants* irakiens (qu'Oriana Fallaci, il est vrai, présente explicitement comme des « bêtes »).

Mais à supposer que ce soit vrai, que faudrait-il en conclure ? Si 59 % des Européens estiment que l'Etat d'Israël représente aujourd'hui une menace pour la paix dans le monde (sondage Eurobaromètre réalisé en octobre 2003 pour le compte de la Commission européenne), ce n'est certainement pas parce qu'ils ont trop lu les grotesques *Protocol(e)s des sages de Sion*. Et si tant de gens condamnent le traitement colonial de la question palestinienne par les autorités israéliennes, ce n'est certainement pas non plus pour avoir subi l'influence d'une littérature antijuive qui est aujourd'hui partout frappée d'interdit. Est-ce que par hasard les agissements des troupes israéliennes n'y seraient pas un peu pour quelque chose ? Taguieff ne se pose pas la question. Il ne se demande donc pas non plus si l'« antisionisme médiatique », qu'il retranscrit en « palestinophilie angélique », ne perdrait pas un peu de sa vigueur si les autorités israéliennes donnaient au monde, concernant les Palestiniens, un autre spectacle que celui de l'occupation, de l'humiliation et de la répression[23].

Le judaïsme orthoxe voit aujourd'hui se profiler à l'horizon « l'affrontement décisif et final de l'histoire entre l'islam – *Yichmaël* – et le monde occidental – *'Essaw* – tel qu'il est annoncé et prévu par nos Prophètes et nos Sages depuis des millénaires. Il s'agit de la guerre de "Gog et Magog" annoncée par le 'Hafets 'Hayim comme "troisième guerre mondiale" »[24]. C'est à cette perspective apocalyptique que se rallie Taguieff dans les pages finales de son livre, en annonçant un conflit à l'occasion duquel nous ne nous retrouverons apparemment du même côté de la gâchette. « Nous sommes en guerre, la guerre nous a été déclarée » (p. 419), écrit-il. C'est une « guerre totale » (p. 420). « La troisième Guerre mondiale a commencé » (p. 420) : le « grand partage » se fera à l'occasion de la guerre totale qui opposera l'islam à l'Occident.

La thèse que défend Pierre-André Taguieff, dans le style qui lui est propre, n'est pas nouvelle. Sur le fond, c'est exactement celle que l'on retrouve chez Gabriel Schoenfeld qui, dans un livre récent, n'hésitait pas à accuser d'antisémitisme, entre autres, Stanley Hoffmann, Gary Hart, Uri Avnery, le rabbin Michael Lerner, directeur de la revue *Tikkun*, et l'archevêque Desmond Tutu[25]. C'est également celle que défendent bien d'autres auteurs, anglo-saxons pour la plupart, comme Alan Dershowitz, Phyllis Chester, Abraham Foxman ou David Horowitz[26]. L'idée selon laquelle le « nouvel antisémitisme », majoritairement de gauche et d'extrême gauche, s'exprimerait aujourd'hui à travers un antisionisme « radical » se retrouve également dans le rapport officiel remis en novembre 2004 au ministre de l'Intérieur par l'écrivain Jean-Christophe Ruffin[27].

Cette thèse ne fait toutefois pas l'unanimité. Michel Wieviorka, par exemple, après deux ans d'enquête sur le terrain, exprime un point de vue beaucoup plus nuancé[28]. Guillaume Weill-Raynal va plus loin, puisque la « nouvelle haine » dont les Juifs se sentent les victimes est à ses yeux en grande partie « imaginaire », voire « fantasmatique »[29].

Le point de vue exposé par Taguieff est encore contredit par la politologue Nonna Mayer, qui s'appuie notamment sur les sondages annuels commandés par la CNCDH. L'étude de ces données, écrit-elle, montre d'abord que l'évolution globale des opinions à l'égard des Juifs n'a cessé, toutes ces dernières années, d'aller dans le sens d'une acceptation croissante : en 2003, 89 % des Français interrogés estimaient que « les Juifs sont des Français comme les autres », chiffre jamais atteint dans le passé. Il n'est donc pas vrai que la montée des sentiments anti-israéliens aille de pair avec une résurgence de l'antisémitisme dans la population générale[30]. C'est d'ailleurs dans les milieux les plus hostiles aux minorités de toutes sortes (et notamment aux Maghrébins) que l'on constate le plus la persistence des stéréotypes antijuifs[31]. La « nouvelle judéophobie », si tant est que cette expression corresponde à quelque chose, est donc loin d'avoir surclassé l'antisémitisme « classique ».

D'autre part, et c'est sans doute le plus important, on ne constate pas de corrélation particulière entre la « judéophobie » et l'hostilité envers la politique israélienne ou la sympathie pour la cause palestinienne : même chez les adversaires les plus déclarés d'Ariel Sharon ou chez ceux qui ont le plus de sympathie pour les Palestiniens, le rejet des stéréotypes antijuifs reste nettement majoritaire. « Enfin, la proportion d'antisémites n'est pas plus forte chez les anti-Bush, au contraire. Elle s'élève avec le degré de sympathie exprimée pour le président américain qui, comme Sharon, obtient globalement ses meilleurs scores chez les électeurs plus autoritaires, plus ethnocentriques et plus marqués à droite »[32]. Qu'antisémitisme et antisionisme aillent de pair est également démenti par l'exemple du Danemark, qui est le pays d'Europe où l'on enregistre à la fois le taux de sympathie le plus élevé pour les Palestiens et le niveau d'antisémitisme le plus bas.

Il est tout aussi faux de penser que les « incidents antisémites » sont beaucoup plus nombreux en Europe qu'ils ne le sont aux Etats-Unis. Pour la seule année 2000, l'Anti-Defamation League (ADL) a recensé outre-Atlantique 1606 incidents de cette sorte (contre 900 en 1986). Pour 2004, le rapport annuel du Council on America-Islamic Relations (CAIR) fait état de son côté de 1522 incidents, actes de violence ou de harcèlement anti-arabes aux Etats-Unis, soit une augmentation de 59 % par rapport à l'année précédente.

Quant à la « judéophobie des banlieues », elle doit être replacée dans son contexte. D'après les

sondages les plus récents, 19 % seulement des Français déclarent qu'il y a « trop de Juifs en France », tandis que 63 % déclarent qu'il y a « trop d'Arabes ». Or, il est difficilement niable que le racisme anti-arabe, tout en étant très généralement condamné, ne soulève pas aujourd'hui l'indignation que provoquent, au regard d'un passé récent, les manifestations d'antisémitisme, et que cette différence est mal vécue dans les milieux issus de l'immigration. « La vigilance actuelle des pouvoirs publics fait des juifs des victimes mieux protégées que celles d'autres formes de racisme. Cette image elle-même peut nourrir l'antisémitisme », écrit Michel Wieviorka, qui souligne que « le racisme anti-maghrébin alimente lui aussi une souffrance qui peut fort bien se solder par de l'antisémitisme »[33]. Inversement, « le manque de prudence des politiques et des médias dans leurs réactions aux incidents antisémites ou présumés tels et le pathos dans lequel ils versent par crainte d'être eux-mêmes taxés d'antisémitisme, note Esther Benbassa, amplifient la peur des Juifs, laquelle jette à son tour dans le désarroi tous les partenaires, mis sous pression et se sentant tenus de réagir au plus vite. Un cercle vicieux qui engendre une sorte d'hystérie »[34]. Sortir d'un tel « cercle vicieux » exige évidemment d'en finir avec les approches manichéennes qui reviennent à jeter de l'huile sur le feu.

A propos des jeunes issus de l'immigration, Esther Benbassa écrit encore : « Dans ces poudrières mal maîtrisées que sont devenues les banlieues, plus que la religion, c'est l'identification aux Palestiniens […] qui leur fait retrouver l'honneur perdu des leurs. Les actions spectaculaires des héros de la cause palestinienne deviennent des actes de bravoure, objets d'appropriation, tandis qu'Israël, associé à cet Occident qui les a relégués dans ses marges, incarne l'ennemi par excellence, persécuteur de Palestiniens, ces frères de destin. Dans ce schéma, le plus souvent, israéliens et juifs en sont pas dissociés »[35].

Le livre de Taguieff manifeste quant à lui une évidente allergie à l'islam, en même temps qu'un manque de familiarité certain avec le monde musulman. En témoigne le fait qu'il ne fait pas la moindre allusion aux pamphlets racistes anti-arabes d'Oriana Fallaci - auxquels des publications néoconservatrices américaines comme *Commentary*, *The Weekly Standard* ou *The Wall Street Journal*, n'ont pas manqué de tresser des couronnes -, pas plus qu'aux autres manifestations d'islamophobie les plus caractérisées.

On est d'ailleurs frappé, en le lisant, du contraste entre le soin qu'il apporte à identifier antisionisme et judéophobie, d'une part, à distinguer avec un soin extrême islamophobie, arobophobie et « islamistophobie » de l'autre. Taguieff commence par dire que l'islamophobie doit être condamnée « sans réserves » (p. 48). Après quoi, il explique que cette islamophobie est « insaisissable » (p. 248), puis qu'elle n'est qu'une « fiction paresseusement construite sur le modèle de la “nouvelle judéophobie” » (p. 321), enfin qu'elle « relève en grande partie du mirage ou de la fiction de propagande » (p. 893), ce qui revient à dire qu'elle n'existe pas. On se demande alors pourquoi il faudrait la condamner. Taguieff fait d'autre part observer que l'islamophobie vise une religion, non un peuple, et que le véritable pendant de la judéophobie est l'« arabophobie », forme de racisme visant explicitement les Arabes : « On ne saurait glisser sans arrière-pensées de l'arabophobie (réelle) à l'islamophobie (fiction polémique) » (p. 547). Il ne se demande pas si l'« arabophobie » ne prend pas aujourd'hui le visage de l'islamophobie, que ce soit en France ou dans l'Etat d'Israël, où le conflit avec les Palestiniens suscite, dans de larges secteurs d'opinion, un racisme de fait qui est à la fois anti-Arabe, anti-islamiste et antimusulman. Il ne précise pas non plus si l'antisionisme « absolu » qu'ils attribue aux jeunes Maghrébins de France est un produit de leur foi musulmane ou de leur arabité.

Après avoir dénoncé la « bigoterie islamique » (p. 906), Taguieff se définit lui-même comme « islamistophobe » (p. 912) – ce qui donne à penser qu'il y a des phobies acceptables. Il ajoute qu'il n'y a rien d'islamophobe à « critiquer tel ou tel dogme, refuser telle ou telle norme » qui sont propres à l'islam (p. 48). Il assure enfin que la « prétendue "islamophobie" » n'est qu'un « moyen d'intimider » (p. 862) : critiquer l'islamophobie reviendrait à « condamner à la mort sociale [sic] ceux qui osent s'élever contre la barbarie islamiste » (p. 252). Toujours l'outrance.

La comparaison de la « judéophobie » et de l'« islamophobie » (confondue ou non avec l'arabophobie) est pourtant révélatrice. Naguère, ce sont les Juifs qu'on accusait d'être autorisés à mentir aux *goyim* sur la foi d'extraits du Talmud soigneusement isolés de leur contexte (en fait des éléments de discussion entre décisionnaires). Aujourd'hui, ce sont les islamistes que l'on accuse d'être autorisés à pratiquer le « double langage » sur la foi d'extraits du Coran. (Taguieff : « Double langage, double pensée, double doctrine », p. 921). Naguère, ce sont les Juifs qu'on accusait de « double allégeance », aujourd'hui ce sont les musulmans à qui l'on demande s'ils sont d'abord musulmans ou d'abord citoyens de leur pays[36]. Naguère, on accusait les Juifs d'être « inassimilables », aujourd'hui c'est contre d'autres catégories de population que cette accusation est portée. Les antisémites voient des « Juifs » et des « talmudistes » partout, tout comme d'autres voient des « judéophobes » et des « djihadistes » partout. Le parallèle saute aux yeux, tout comme l'indigence d'une telle argumentation. Taguieff ne semble pas s'en apercevoir.

Naguère, on reprochait également aux Juifs de s'avancer « masqués ». C'est très exactement ce que Taguieff reproche aujourd'hui aux « judéophobes » présumés. La nouvelle judéophobie, explique-t-il, se « voile », elle se « camoufle ». Il faut donc la démasquer, la révéler, la faire apparaître au grand jour. D'où la nécessité, face aux discours anti-israéliens, de « la double prise en considération de leurs contenus implicites (donc des sous-entendus liés à des intentions) et de leur sens en contexte (dans des situations particulières) » (p. 833). Ainsi se trouve ouverte, sur la base d'une herméneutique toute personnelle, la chasse aux « intentions », aux « arrière-pensées » et aux « sous-entendus ». Il s'agit de « décrypter » le « non-dit », de « décoder », de « déconstruire », de « traduire », de traquer l'« antisémitisme subtil, indirect, symbolique » (p. 915). On connaît la chanson. Il en résulte, bien sûr, que le discours antisioniste « légitime » n'est peut-être légitime qu'en apparence, qu'il n'est peut-être en fait qu'un discours antisioniste radical euphémisé. Dès lors, tout discours critique de la politique israélienne devient suspect et peut être délégitimé comme tel, le paradigme « néojudéophobe » se révèlant du même coup pour ce qu'il est : une machine à disqualifier et à induire du soupçon. « Une fois qu'on a dit que l'ennemi était partout, il devient effectivement possible de le soupçonner chez chacun »[37].

Au mythe répulsif du « péril juif » succède ainsi le mythe répulsif de la « menace islamiste », dénoncé tout aussi litaniquement. Discours démonologique contre discours démonologique, vision conspirationniste contre vision conspirationniste, généralisation abusive contre généralisation abusive. A partir de là, tout devient possible : la dénonciation de convergences imaginaires[38], les fausses symétries. Et la méthode qui consiste à prêter à ceux que l'on attaque des positions qu'ils n'expriment pas (mais auxquelles ils sont supposés adhérer *in petto*) et à présenter de manière caricaturale celles qu'ils défendent.

On joue ainsi la caricature contre les faits. C'est une chose, par exemple, de rappeler que l'affreuse accusation de « crime rituel » (*blood libel*, disent les Anglo-Saxons), dirigée dans le passé contre les

Juifs et utilisée encore aujourd'hui dans certains pays arabes pour faire de tout soldat israélien un être désireux de « tuer des enfants », n'est qu'une fable répugnante. C'en est une autre d'alléguer cette fable, en la stigmatisant, pour faire oublier qu'en trois ans, plus de 620 enfants non armés ont été légalement abattus par les soldats israéliens.

Il est facile, de même, de présenter le « complot américano-sioniste » comme l'une des guises fantasmatiques du vieux conspirationnisme. Sous cette forme, ce n'est rien d'autre en effet. Mais c'est en revanche un fait que le président George W. Bush est entouré de défenseurs inconditionnels (juifs et chrétiens) de l'Etat d'Israël, et que ce dernier a reçu depuis sa création, de la part des Etats-Unis, une aide à la fois politique, militaire et financière, dont il n'existe pas d'équivalent dans l'histoire[39]. C'est également un fait, reconnu par l'intéressé lui-même, que le président américain s'inspire ouvertement, dans ses discours de politique étrangère, des idées de l'ex-ministre israélien chargé des relations avec la Diaspora Natan Sharansky, ex-*refusnik* convaincu en 1977 d'espionnage au profit des Etats-Unis et actuel représentant de l'aile d'extrême droite du Likoud[40]. Et ce n'est pas Arafat, mais Francis Fukuyama qui déplorait récemment l'identification, excessive à ses yeux, de la politique américaine et des intérêts stratégiques de l'Etat d'Israël – ce qui lui a immédiatement valu d'être comparé à Pat Buchanan par Charles Krauthammer[41].

Autre procédé : deux poids et deux mesures. Taguieff s'étonne que le Prix Nobel de la Paix ait été attribué à l'« ancien terroriste » Yasser Arafat, mais ne trouve rien à redire au fait que le même Prix Nobel ait aussi été attribué à l'« ancien terroriste » Menahem Begin qui, en tant que commandant de l'Irgun Zvai Leumi organisa de nombreux attentats terroristes contre la présence britannique en Palestine entre 1942 et 1948. Il trouve indigne que certains aient osé « animaliser le président Bush » (p. 468), mais lui-même n'hésite pas à parler du « cerveau reptilien [sic] » (p. 349) de Yasser Arafat. (Alexandre Adler, il est vrai, traitait récemment le président du Venezuela de « gorille bolivarien »[42]). Evoquant les attentats-suicides palestiniens, il dit très justement qu'être ou avoir été une victime ne donne pas le droit de tuer les autres, et que le ressentiment victimaire ne peut être source de légitimation tous azimuts. Il lui reste seulement à universaliser ce principe, qui se retourne comme un gant.

Taguieff écrit encore que, « face à l'Etat d'Israël […], la *reductio ad hitlerum* est de rigueur » (p. 261), mais il n'y répond que par la même *reductio* maniée en sens inverse. A la « nazification » de l'Etat d'Israël répond donc une « nazification » symétrique de la cause palestinienne, par Grand Mufti de Jérusalem et Johann von Leers interposés. (Les propositions d'alliance anti-anglaise adressées au régime hitlérien par certains groupes sionistes dans les années quarante ne sont pas mentionnées). Contre les nazificateurs qui disent « sionisme égale nazisme », il répond par une contre-nazification : « antisionisme radical égale nazisme ». - C'est pas moi le nazi, c'est toi ! – Non c'est toi ! On voit le niveau.

On est ici étonné, et surtout peiné, de voir Taguieff recourir à certains procédés dont il eut à souffrir lui-même. De le voir multiplier les procès d'intention après en avoir été traité lui-même de personnage « ambigu » et « pas clair », en se retournant à l'occasion contre ceux qui l'avaient soutenu. De le voir se muer en « limier déchaîné »[43] après avoir dénoncé la police de la pensée - et, après avoir démonté le mythe du « complot rouge-brun », de le ressusciter en tricolore (rouge-vert-brun). On s'attriste de le voir répliquer à des amalgames polémiques par d'autres amalgames polémiques[44], rompant ainsi avec le « souci des nuances » qu'il vante fréquemment par ailleurs.

Taguieff dénonce la posture du « chercheur-délateur » qui se transforme en « confesseur-inquisiteur » en recherchant toujours « des signes d'"islamophobie latente" dans les arrière-pensées de celui qu'il traite a priori comme un suspect » (p. 863). Fort bien. Mais que dire du « chercheur-délateur » qui s'affaire à rechercher de semblables signes de « judéophobie latente » ? Les victimes de la judéophobie ne sont pas plus immunisés contre l'islamophobie que les victimes de l'islamophobie ne le sont contre les pulsions ou les discours judéophobes. Mais si le soupçon est la règle, alors le soupçonneur peut aussi être soupçonné. On rentre ainsi dans un jeu de miroir sans fin. « L'imprécation se banalise, écrit Taguieff. La délation remplace la pensée critique. La pensée-slogan haineuse se normalise ». En effet. Mais alors, qui hait qui ?

3

Historiquement, le sionisme a été le dernier en date du vaste mouvement des nationalités qui s'est développé en Europe à partir du début du XIX[e] siècle. Il a comme tel la même légitimité intrinsèque que n'importe lequel de ces mouvements. Son fondateur, Theodor Herzl fut dans sa jeunesse une nationaliste allemand fasciné par l'aristocratisme prussien, qui n'avait alors que mépris pour les « Juifs de ghetto ». C'est en tant que nationaliste qu'il voulut affronter le problème de l'avenir de son peuple. Minoritaire à ses débuts, le mouvement sioniste dut d'abord affronter sur sa droite les critiques d'un judaïsme orthodoxe qui jugeait immoral et impie de vouloir créer un Etat juif avant la venue du Messie – toute forme de « normalisation » étatique étant à la limite considérée comme sacrilège, car tendant à détacher les Juifs de la Torah – et, sur sa gauche, celle du courant « bundiste » opposé à l'idée même d'Etat-nation. Ces deux oppositions se sont réduites avec le temps. La première ne survit plus que chez des groupes ultra-orthodoxes très minoritaires, tels les Satmar et les Naturei Karta[45], tandis que la seconde a été laminée par l'antisémitisme hitlérien. La vaste majorité du judaïsme orthodoxe s'est aujourd'hui ralliée à l'idée sioniste en invoquant le « proto-sionisme » des disciples du Ba'al Chem Tov et du *Gaon* de Vilna.

Le sionisme manifestait la volonté d'un certain nombre de Juifs de s'établir en Etat indépendant. En tant que tel, il ne préjugeait en rien du lieu de cet Etat. A l'origine, le mouvement sioniste envisagea d'ailleurs de créer un « foyer national » dans différentes parties du monde, et ce n'est que dans un second temps que l'idée d'installer ce foyer en Palestine s'imposa. C'est donc déjà un abus de langage de confondre « sionistes » et « Israéliens », puisque le sionisme, dans son principe, n'impliquait pas de manière intrinsèque que l'Etat juif qu'il appelait de ses vœux fût installé en Palestine. En toute rigueur, l'« antisionisme » devrait donc désigner le refus de l'idée que les Juifs puissent disposer d'un Etat, quel que soit l'endroit de la planète où cet Etat serait instauré. De ce point de vue, et dans l'optique posée par Taguieff, on voit mal comment il pourrait y avoir un « antisionisme légitime ». Par où l'on voit que, si le « sionisme » peut être une catégorie d'amalgame, la notion d'« antisionisme » l'est tout autant.

La légitimation de la création d'un Etat juif sur le territoire de l'ancien *Erets Israel* repose au départ sur une base religieuse, qui renvoie à la Bible (Gen. 15, 18-21)[46]. Elle a la valeur que l'on accorde à ce genre de littérature. Une autre légitimation s'y est ajoutée depuis : celle du fait accompli. Le traitement par l'Etat d'Israël de la question palestinienne n'est évidemment pas nazi. Il ne se résume pas non plus à une forme de racisme, même s'il peut de toute évidence induire ou légitimer des comportements racistes[47]. C'est un traitement de type colonial, dont la seule particularité est d'être postérieur à la

décolonisation.

Contrairement à l'adage, un peuple sans terre n'est pas venu s'installer sur un terre sans peuple. D'où tous les problèmes qui ont suivi, et qu'on n'essaiera pas de résumer ici. Le conflit israélo-palestinien est aujourd'hui dans une impasse totale, dont l'élection de Mahmoud Abbas à la tête de l'Autorité palestinienne ne permettra pas certainement pas de sortir. La protestation des Palestiniens contre l'occupation dont ils estiment être victimes n'est pas près de retomber. Quant au judaïsme orthodoxe, il « attend toujours encore le jour où les Arabes seront expulsés d'Israël et [où] la Terre sainte nous reviendra entièrement »[48]. Le sionisme visait entre autres à créer un endroit où les Juifs, longtemps persécutés, trouveraient enfin la paix et la sécurité. De ce point, on ne peut que constater l'échec historique du projet : s'il y a aujourd'hui un endroit où les Juifs ne sont *pas* en sécurité, c'est bien l'Etat d'Israël, qui tend à se transformer en bunker (en ghetto ?) séparé des Arabes par le Mur de fer que Vladimir Jabotinsky appelait déjà de ses vœux. Tragique ironie de l'histoire.

L'Etat d'Israël, sous sa forme actuelle, est historiquement le produit de l'antisémitisme mondial. Les persécutions subies sous le IIIe Reich par une large partie du peuple juif ont donné à ce dernier un grand crédit moral, en même temps qu'elles ont radicalement discrédité toute forme de discours antisémite. Il est tentant, dans ces conditions, de faire passer pour antisémite toute personne que l'on entend faire taire. La crainte d'être suspecté d'antisémitisme peut s'avérer rentable pour ceux qui ont le pouvoir de montrer du doigt les antisémites ou judéophobes présumés. Une telle menace subjugue, au sens propre du terme, en ce qu'elle permet de disqualifier, d'intimider, d'inhiber, de délégitimer, de mettre hors-jeu. C'est l'équivalent moderne de l'accusation de blasphème, d'hérésie ou d'athéisme. Elle n'entraîne pas la mort physique, la mort sur le bûcher, mais la mort publique, la mort sèche. C'est elle, et non l'islamophobie, qui est synonyme de mort politique et sociale. « L'accusation d'antisémitisme, écrit Guillaume Weill-Raynal, fonctionne de la même manière qu'autrefois celle d'"agent communiste". C'est une arme d'intimidation massive qui tétanise l'adversaire, l'empêche de parler et, s'il parle, d'être entendu »[49]. Le Rév. Jerry Falwell déclare : « Etre contre Israël, c'est être contre Dieu », ce qui a le mérite de clôre la discussion. Dans un tel climat, l'important n'est plus tant de savoir qui est judéophobe mais qui a pouvoir de décider de qui l'est. La publication du livre de Pierre-André Taguieff s'inscrit dans ce cadre.

Personne ne peut évidemment nier qu'il y ait des antisionistes qui sont également antisémites, ou que la dénonciation du sionisme puisse être inspirée par l'antisémitisme (bien qu'il y ait toujours eu aussi, quoique en moindre proportion, des antisémites favorables au sionisme). La question est de savoir si l'on peut adhérer à un raisonnement du type *pars pro toto*, fondé sur le syllogisme suivant : si certains antisionistes sont antisémites, alors tout antisioniste peut être raisonnablement suspecté, voire convaincu, d'antisémitisme. La réponse est non. Même la contestation du droit à l'existence de l'Etat juif peut n'être pas inspirée par la judéophobie, mais par la passion anticoloniale, voire par l'idée religieuse selon laquelle il est « impie » (ou « idolâtrique ») de vouloir créer un tel Etat aussi longtemps que le Messie n'est pas venu. Vouloir un Etat binational et laïc où Juifs et Palestiniens cohabiteraient pacifiquement est sans doute une parfaite utopie, mais on n'a pas le droit plus non plus d'assimiler cette position à celle des excités qui veulent « jeter les Juifs à la mer ». Que dirait Taguieff à un Arabe athée qui estimerait que l'Iran ou l'Arabie séoudite n'ont pas plus le droit d'exister en tant qu'Etat islamique qu'Israël n'a le droit d'exister en tant qu'Etat juif ?

« Par un glissement du sens des mots, mais sans la moindre démonstration, écrit Guillaume Weill-

Raynal, Taguieff sous-entend que la critique de l'Etat d'Israël ne serait jamais autre chose, en réalité, que de l'antisionisme honteux derrière lequel se dissimulerait une judéophobie inavouable. En d'autres termes, la critique de la politique israélienne ne serait *jamais* recevable »[50]. A son corps défendant, Taguieff confirme indirectement cette analyse lorsqu'il écrit que la question « Est-il permis de critiquer Israël ? » se révèle, « à l'analyse » (sic), équivalente à cette autre : « Est-il permis d'être antisémite ? » (p. 81). La phrase vise de toute évidence Pascal Boniface, auteur d'un livre intitulé *Est-il permis de critiquer Israël ?*[51]. Michel Wierviorka écrit pour sa part : « Il n'est pas juste d'accuser Pascal Boniface d'antisémitisme, sauf à tenir toute critique d'Israël pour une preuve de haine à l'égard des Juifs en général »[52]. C'est bien de cela qu'il s'agit. Il s'agit d'empêcher toute critique de la politique du gouvernement israélien à un moment où cette politique « est devenue tellement impopulaire qu'ils est intellectuellement devenu quasiment impossible de la défendre »[53]. La stratégie rhétorique du recours systématique à l'accusation de « judéophobie » vise à désarmer cette critique et subjuguer ceux qui l'expriment : « Devant la difficulté de défendre la politique du gouvernement dans le cadre d'un débat contradictoire, il ne reste plus que l'arme absolue de l'accusation d'antisémitisme pour faire taire toute critique du gouvernement israélien »[54]. En représentant l'hostilité à l'Etat d'Israël sous des formes exclusivement convulsives, et donc intolérables, l'objectif est apparemment de discréditer toute forme d'hostilité raisonnable, le tout sur fond de « devoir de mémoire » imposé, de concurrence victimaire et de chantage à la compassion[55]. Il ne s'agit pas de dénoncer la judéophobie là où elle se trouve, mais, en prenant appui sur elle, de délégitimer comme para-judéophobe tout critique de la politique israélienne, toute critique du « sionisme », mais aussi toute critique de la politique américaine, des Etats-Unis, et même de la société de marché libérale.

Brian Klug, dans un article publié récemment à Londres, dans *Patterns of Prejudice*, a ramené les choses à leur juste proportion. Klug critique l'idée selon laquelle la critique radicale de l'Etat d'Israël serait à considérer comme la forme nouvelle du discours antijuif. Il met en garde contre l'« antisémitisme à l'envers », qui consiste à accuser d'antisémitisme ceux qui ne le sont pas. Enfin, et surtout, il souligne que, « si l'antisionisme peut fonctionner comme un *masque* [de l'antisémitisme], c'est bien la preuve qu'en lui-même il n'est pas antisémite, car un masque qui ne diffère pas de ce qu'il masque n'est pas un masque »[56].

Taguieff dénonce l'amalgame entre « Juifs », « Israéliens » et « sionistes ». Il a sur ce point parfaitement raison. On peut comprendre, sans l'approuver, que les Palestiniens fassent mal la différence entre Juifs et Israéliens[57]. En d'autres temps, certains eurent aussi du mal à distinguer entre Français et catholiques, Russes et communistes, allemands et nazis. Il n'en reste pas moins qu'un tel amalgame est ravageur. Mais n'a-t-il pas comme source première, d'une part le fait qu'un certain nombre de Juifs de la Diaspora s'identifient de manière inconditionnelle à la politique de l'Etat d'Israël[58], et d'autre part le fait que cet Etat prétend parler au nom de tous les Juifs ?

L'Etat d'Israël, en effet, n'entend pas seulement être un Etat juif, mais un Etat fondé à parler au nom de tous les Juifs, qu'ils soient ou non israéliens. Il considère tout Juif vivant dans l'« exil » (*Galouth*) diasporique comme un Israélien potentiel, pouvant à ce titre bénéficier de la « Loi du retour », ce qui l'amène à dénoncer tous les Juifs qui le critiquent comme des « traîtres » mus par la « haine de soi ». Ariel Sharon s'est lui-même proclamé début 2004 « leader du peuple juif ». Tony Judt écrit que cette « prétention d'Israël à parler au nom de tous les Juifs est la principale raison pour laquelle les sentiments anti-israéliens se transforment en judéophobie »[59].

Une excellente façon de désamorcer l'amalgame polémique entre « Juifs », « Israéliens » et « sionistes » pourrait donc consister à rappeler que de nombreux Juifs ne sont ni « sionistes » ni pro-israéliens. (Aux antijuifs frénétiques des pays arabes, on pourrait aussi signaler que le grand journal israélien *Haaretz* critique la politique israélienne avec plus de vigueur qu'aucun autre quotidien occidental). Or, ce n'est pas ce que fait Pierre-André Taguieff. Il fait même exactement le contraire, au risque de nourrir l'amalgame qu'il dénonce par ailleurs. Tout au long de son livre, s'alignant ainsi sur les positions du gouvernement israélien, il stigmatise les Juifs antisionistes comme « des Juifs déjudaïsés, saisis par la haine de soi ou la honte de soi » (p. 119). Il les qualifie d'« idiots utiles », d'individus « utilisant leur origine juive comme mode de légitimation de leurs positions "antisionistes" » (p. 259). Il les dénonce comme des « Juifs non-Juifs [sic] » (p. 327). De tels qualificatifs surprennent. Les Juifs qui condamnent l'Etat d'Israël et sa politique font un libre exercice de leur rationalité. Ils raisonnent autrement qu'en considération de leur seule appartenance, et rien n'autorise à les qualifier de « traîtres » (Adler) ou de « dissidents » (Ruffin). On aurait pu s'attendre à voir un auteur qui pourfend par ailleurs les communautarismes et l'« ethnicisation de la société » approuver cette façon non exclusivement subjective de raisonner. Il n'en est rien. Dénonçant ceux qui assimilent Arabes et musulmans, Taguieff souligne pourtant, à juste titre, qu'« il y a des Arabes ou des Maghrébins qui rejettent totalement la religion musulmane » (pp. 20-21). Pourquoi alors ne pas saluer de la même façon les Juifs qui « rejettent totalement » le « sionisme » ?

Taguieff va jusqu'à reprendre à son compte, à plusieurs reprises, l'expression de « Juifs de négation » rémment utilisée par Jean-Claude Milner dans un ouvrage proprement délirant. Pour Milner, l'antijudaïsme n'est pas un accident de l'histoire de l'Europe, mais sa « religion naturelle » : « C'est la vieille Europe qui est la cause de tout […] Elle a tout formulé, tout défini, tout inventé »[60]. L'Europe serait constitutivement, ontologiquement, antijuive. Elle ne pourrait rien être d'autre, l'antisémitisme hitlérien s'inscrivant lui-même « dans la continuité du paradigme européen », et l'actuel processus de construction européenne dans le droit fil des pogromes hitlériens. Un désir secret d'extermination des Juifs sous-tendrait la psychè européenne depuis ses origines. D'où cette conclusion : « Le premier devoir des Juifs, c'est de se délivrer de l'Europe »[61]. Taguieff se borne à dire de ce livre qu'il est « aussi étincelant [sic] que contestable » (p. 28).

La faille majeure du raisonnement est là. On ne peut pas s'étonner que les antisionistes « radicaux » associent « Juifs » et « sionistes » (ou « Israéliens ») dans une même détestation phobique si, en même temps, on affirme que les premiers n'ont pas la liberté de se distinguer des seconds. On ne peut pas à la fois stigmatiser l'assimilation des « sionistes » et des « Juifs » et présenter comme des « traîtres » les Juifs qui, du fait de leur hostilité à la politique israélienne ou à l'Etat d'Israël, constituent la preuve vivante de la fausseté de cette mise en équation. On ne peut pas dénoncer la fusion polémique des positions antisémites, antisionistes et anti-américaines et affirmer, en même temps, que l'antisémitisme, l'antisionisme et l'anti-américanisme sont une seule et même chose. Affirmer que tout antisioniste peut être présumé ou déclaré antijuif est exactement la même chose que d'affirmer que, si l'on est « antisioniste », alors on doit aussi être antijuif.

Lorsque Bernard-Henri Lévy avait publié son essai sur *L'idéologie française*, Raymond Aron s'était déclaré inquiet que, « par son hystérie », ce livre puisse à son tour « nourrir l'hystérie d'une fraction de la communauté juive », en faisant croire aux Juifs de France « que le péril est partout, que l'idéologie française les condamne à un combat de chaque instant contre un ennemi installé dans l'inconscient de millions de leurs concitoyens »[62]. Qu'aurait-il dit du livre de Milner !

On se demande en fin de compte ce que Pierre-André Taguieff, critique érudit, jusqu'ici analyste nuancé et souvent avisé, est allé faire dans cette galère, qu'on ne saurait expliquer seulement par une idiosyncrasie personnelle. Hier violemment dénoncé par SOS-Racisme et le Cercle Marc Bloch, devenu aujourd'hui l'enfant chéri de Proche-orient.info, il abandonne avec ce livre la position d'analyse et d'observateur qui était jusqu'à présent la sienne pour adopter celle du partisan. Parallèlement, il glisse nettement à droite. Le lecteur, quant à lui, après mille pages de nazifications, de contre-nazifications, de suggestions répulsives, de supputations et d'hypothèses, est pris par la torpeur. Mis à part les amis de Roger Cukierman et les clients du cabinet Benador Associates, on se demande qui est prêt à ingurgiter un livre de pareil calibre.

La judéophobie est un problème réel. On n'aide pas à le résoudre en l'instrumentalisant dans le sens d'un soutien de principe à la politique de l'Etat d'Israël. On ne fait pas disparaître les représentations répulsives en leur opposant d'autres représentations répulsives, dans un jeu de miroir aussi épuisant que stérile. Sur des sujets qui déchaînent de telles passions, on a le devoir de modérer son propos. Après tant d'outrances, on a envie de relire des auteurs raisonnables. Martin Buber et Hannah Arendt, par exemple.

Alain de Benoist

Prêcheurs de haine. Traversée de la judéophobie planétaire, Mille et une nuits, Paris 2004, 967 p.

1. S'y ajoutent quelques provocations ou mystifications, qui ont souvent fait d'une surmédiatisation aussi naïve que tapageuse. Sur l'une des plus célèbres, celle dite du RER D de l'été 2004, qui est encore loin d'avoir fait l'objet d'une véritable analyse critique, cf. Bruno Drweski, « Pourquoi la dénonciation de l'antisémitisme est-elle passée de l'analyse à la croyance ? », in *La Pensée libre*, janvier 2005, pp. 4-27. « Après les fausses affaires antisémites du rabbin Farhi, d'Alexandre Moïse, d'Elie Chouraqui, après celle de l'incendie du foyer juif du 11e arrondissement et celle du RER D, etc., écrit l'auteur, nous sommes en droit de nous poser la question d'une manipulation de l'antisémitisme » (p. 7).

2. Un sondage publié en juin 2004 dans *L'Arche* fait apparaître que 21 % seulement des Israéliens ont une opinion favorable de la France (contre 91 % pour les Etats-Unis). Cf. aussi Georges Bensoussan, *Antisemitism in French Schools. Turmoil of a Republic*, SICSA, Jerusalem 2004.

3. Parmi les nombreux articles dirigés récemment contre la France et la politique française, cf. David Pryce-Jones, « Jews, Arabs, and French Diplomacy. A Special Report », in *Commentary*, mai 2005, pp. 27-45, ainsi que le livre de Denis Boyes, *Vile France. Cheese, Wine, Fear and Envy*, Encounter Books, San Francisco 2005, que son auteur présente comme de nature « à satisfaire les francophobes de tous les pays ».

4. Mille et une nuits, Paris 2002. Le livre a été rapidement traduit en anglais : *Rising from the Muck. The New Anti-Semitism in Europe*, Ivan R. Dee, Chicago 2004.

5. Taguieff, que l'on sait amateur de néologismes (néologistophile ?), n'a pas de mal à montrer que le terme

d'« antisémitisme », apparu en Allemagne au XIXe siècle, est un mot mal formé, puisqu'en toute rigueur les Arabes sont eux aussi des « Sémites ». Il propose de lui substituer celui de « judéophobie », terme utilisé par Leo Pinsker dès 1882, qui a certes le mérite de souligner un caractère passionnel déjà mis en exergue par Jean-Paul Sartre (dans ses *Réflexions sur la question juive*, parues en 1946, Sartre assure que l'antisémitisme n'est pas une opinion, mais une « passion »), mais qui du même coup sort l'antisémitisme des catégories punissables, pour lui donner un contenu médical ou pathologique (une opinion se réfute, voire se sanctionne, tandis qu'une phobie se soigne). L'expression « discours antijuif » aurait sans doute permis tout autant de réduire l'équivoque. Mais pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ?

6. Il affirme défendre lui-même la « future coexistence de deux Etats souverains, l'israélien et le palestinien » (p. 35), sans toutefois aller jusqu'à dire que c'est aussi l'opinion de ceux qui adhèrent à ses thèses.

7. L'expression est équivoque car, comme on le verra, la critique, même systématique, de la politique israélienne n'est pas intrinsèquement synonyme d'« antisionisme ».

8. Concernant la judéophobie dans les pays occidentaux, Taguieff parle curieusement assez peu de l'antisémitisme dans les pays de l'Est ou en Russie, où il est pourtant florissant.

9. Précisons que l'essayiste argentin Miguel Benasayag est le compagnon de la journaliste Florence Aubenas, de *Libération*, enlevée en Irak dans des conditions mystérieuses alors qu'elle était en train d'enquêter sur des groupes islamiques à la solde des troupes d'occupation américaines.

10. Olivier Mongin, directeur de la revue *Esprit*, observait tout récemment de manière laconique : « Les victimes de la vigilance deviennent eux-mêmes des vigilants » (« B.H. Lévy : "Là où ca se passe" », in *Esprit*, mai 2005, p. 93). L'article, consacré à l'auteur du *L'idéologie française*, lui attribue un « art du combat » dans lequel « la guerre et le manichéisme sont à l'origine d'une vigilance de tous les instants. L'apothéose en fut l'appel à la vigilance publié dans *Le Monde*, à l'instigation de Roger-Pol Droit, qui banalisait cette posture et consacrait le manichéisme comme seul mode de pensée » (ibid., p. 91).

11. Entretien accordé au quotidien *Yediot Aharonot*, octobre 2004.

12. Sur la prétendue américanophobie de la Nouvelle Droite, on se reportera au dossier paru dans le n° 116 (printemps 2005) d'*Eléments*, « Quand l'Amérique était belle », pp. 22-36, ainsi qu'à notre éditorial, « L'Amérique qu'on aime » (ibid., p. 3).

13. Préface à Guillaume Erner, *Expliquer l'antisémitisme. Le bouc émissaire : autopsie d'un modèle explicatif*, PUF, Paris 2005, p. XXIV. La même thèse est développée par l'auteur de ce livre aux conclusions plus que contestables.

14. Ibid.

15. *L'Arche*, mai-juin 2002, p. 13. On retrouve les mêmes extravagances chez Caroline Fourest, une dame qui n'aime pas les hommes en général et Tariq Ramadan en particulier. Dans son pamphlet contre Ramadan (*Frère Tariq*, Grasset, Paris 2004), Caroline Fourest, après avoir placé ce dernier « parmi les militants antisionistes les plus opposés à l'antisémitisme » (p. 201), écrit qu'il « n'a jamais été judéophobe » non plus (p. 383), mais ajoute froidement que l'« absence de judéophobie » ne signifie pas l'« absence d'antisémitisme » (p. 384) !

16. *La nouvelle judéophobie*, op. cit., p. 11.

17. *L'idéologie multiculturaliste en France*, L'Harmattan, Paris 2004, p. 145.

18. *Au fil des jours cruels*, Grasset, Paris 2003, p. 18.

19. Proche-orient.info, 14 octobre 2003.

20. France Culture, 15 mars 2004.

21. *Le Figaro*, 19 mai 2004.

22. Là encore, aucun exemple précis n'est donné. La thèse de la minimisation partisane est en réalité déjà ruinée par la triste histoire « Phinéas », du nom d'emprunt de ce jeune déséquilibré soucieux de faire parler de lui qui, n'ayant pas obtenu l'écho médiatique escompté après avoir agressé et grièvement blessé à coups de machette un Maghrébin, résolut peu après de profaner un cimetière juif de Lyon, parvenant cette fois d'emblée à son but. Sur l'accusation de palestinophilie médiatique, cf. le livre de Guillaume Weill-Raynal, *Une haine imaginaire ? Contre-enquête sur le « nouvel antisémitisme »*, Armand Colin, Paris 2005 (chap. 4, 5 et 6). L'auteur conclut que « la "déferlante de haine" des médias à l'égard d'Israël n'existe tout simplement pas » (p. 195). On notera aussi que, sur le plan judiciaire, ce n'est pas aux défenseurs inconditionnels de l'Etat d'Israël que l'on fait des procès, mais essentiellement à leurs adversaires, Edgar Morin, Danielle Sallenave, Daniel Mermet, Sara Daniel, Sami Naïr, Eric Hazan et bien d'autres.

23. Telle est l'opinion de l'historien libéral Tony Judt, pour qui « ce sont les politiques des gouvernements israéliens, tout spécialement depuis vingt ans, qui ont provoqué une résurgence des sentiments antijuifs en Europe et ailleurs » (« Goodbye to All That », in *Prospect*, décembre 2004, pp. 41-42).

24. Rav Moché Kaufmann, in *Kountrass*, mai-juin 2004, p. 42.

25. *The Return of Anti-Semitism*, Encounter Books, San Francisco 2003. Cf. notamment pp. 124, 129, 133, 136 et 139.

26. Alan Dershowitz, *The Case for Israel*, John Wiley, Hoboken 2003 ; Phyllis Chesler, *The New Anti-Semitism*, Jossey-Bass, San Francisco 2003 ; Abraham H. Foxman, *Never Again. The Threat of the New Anti-Semitism*, Harper, San Francisco 2003 ; David Horowitz, *Unholy Alliance. Radical Islam and the American Left*, Regnery, Washington 2004. Cf. aussi Joshua Kurlantzick, « The Left and the Islamists », in *Commentary*, décembre 2004, pp. 34-37, ainsi que les contributions de Gabriel Schoenfeld, Ruth R. Wisse et Cynthia Ozick in Ron Rosenbaum (ed.), *Those Who Forget the Past. The Question of Anti-Semitism*, Random House, New York 2004, et celles de Daniel Goldhagen, Moshe Zimmermann, Omer Bartov et Dan Diner in Doron Rabinovici, Ulrich Speck et Natan Sznaider (Hrsg.), *Neuer Antisemitismus? Eine globale Debatte*, Suhrkamp, Frankfurt/M. 2004. Alan Dershowitz, professeur à Harvard, s'emploie actuellement à empêcher la publication par l'University of California Press du prochain livre de Norman Finkelstein, *Beyond Chutzpah. On the Misuse of Anti-Semitism and the Abuse of History* (dont une traduction allemande est également prévue chez Piper). Finkelstein, soutenu par Noam Chomsky, avait auparavant accusé Dershowitz d'avoir « systématiquement déformé les faits » dans son livre, *The Case for Israel*.

27. Ce rapport, qui s'inspire (sans le citer) des travaux de Taguieff, proposait de nouvelles limitations pénales de la liberté d'expression, perspective répressive à laquelle souscrit l'auteur de *La nouvelle judéophobie*. « Ruffin vise juste, écrit Taguieff, lorsqu'il propose de pénaliser les expressions flagrantes de "l'antisionisme radical" » (Proche-orient.info, 22 octobre 2004).

28. *La tentation antisémite. Haine des juifs dans la France d'aujourd'hui*, Robert Laffont, Paris 2005.

29. *Une haine imaginaire ? Contre-enquête sur le « nouvel antisémitisme »*, op. cit. Cf. en particulier le chap. intitulé « Le latin de Taguieff », pp. 33-50. « La pensée de Taguieff, écrit l'auteur, ne repose en définitive que sur

un seul principe : celui de l'amalgame » (p. 45).

30. CNCDH, *La lutte contre le racisme et la xénophobie 2004*, Documentation française, Paris 2005. Cf. aussi Nonna Mayer, « La France n'est pas antisémite », in *Le Monde*, 4 avril 2004.

31. Guy Michelat et Nonna Mayer précisent que le rejet des Juifs « bat tous les records dans deux catégories, la droite gaulliste d'une part, les catholiques pratiquants réguliers d'autre part » (« Le racisme en France à l'aune des sondages », in *Historiens et géographes*, janvier 2004).

32. Nonna Mayer, « Nouvelle judéophobie ou vieil antisémitisme ? », in *Raisons politiques*, novembre 2004, p. 100. Cet article répond indirectement aux critiques de Taguieff, qui estimait que les sondages cités par Nonna Mayer ne permettent « d'évaluer que la persistance du vieil antisémitisme » (« Retour sur la nouvelle judéophobie », in *Cités*, juin 2002).

33. *La tentation antisémite*, op. cit., p. 29.

34. « Juifs et Arabes en France : rupture d'une ancienne coexistence ? », in *Regards sur l'actualité*, Documentation française, novembre 2004, p. 46.

35. Ibid., p. 44. Cf. aussi Esther Benbassa, « Juifs et musulmans : le modèle républicain renégocié », in *Mouvements*, mars-avril 2005, pp. 60-67, qui souligne bien l'effet de miroir résultant de deux processus d'identification opposés : « Les Juifs, eux aussi, ont développé, et depuis longtemps, autour d'Israël, un communautarisme transnational qui s'est trouvé galvanisé par l'évolution négative du conflit au Moyen-Orient [...] Tandis que le soutien à la cause palestinienne pallie chez nombre d'Arabo-musulmans l'effritement de l'identité traditionnelle, beaucoup de Juifs, et pas seulement sépharades, trouvent dans leur attachement à Israël un moyen de parer à une fragilisation comparable [...] Or, le nationalisme diasporique tel qu'il se déploie aujourd'hui sur fond de conflit proche-oriental et d'occupation anglo-américaine de l'Itak est une forme postmoderne, ou ultra-moderne, de communautarité » (pp. 62-63).

36. « Jusqu'à quand va-t-on nous soupçonner de ces mêmes tares que l'on a reprochées pendant des décennies aux juifs : double discours, double loyauté, acteurs masqués d'un complot de l'internationale islamiste ? » (Tariq Ramadan, in *Politis*, 20 janvier 2005, p. 12).

37. Guillaume Weill-Raynal, op. cit., p. 44.

38. Similitudes discursives pour similitudes discursives, on pourrait aussi, selon le même principe, constater celles qu'on observe entre la thèse de Taguieff et les obsessions favorites de l'extrême droite (cf. « Comment la gauche américaine fait cause commune avec les islamistes », in *Présent*, 2 décembre 2004 ; « Ramadan est-il soluble dans l'extrême gauche ? », in *Minute*, 29 décembre 2004) et, plus largement, les convergences entre son propos et les dénonciations hallucinées de l'islam(isme) dans les milieux de droite.

39. Si l'on additionne l'aide militaire, l'aide économique, les intérêts avancés sur les prêts garantis, les avantages en nature et autres subventions, on constate que l'Etat d'Israël a reçu, entre 1949 et 1996, la somme astronomique de 84,8 milliards de dollars de la part des Etats-Unis, soit un total de 14 630 dollars par Israélien. En tenant compte des intérêts acquittés par les Etats-Unis, ces 84,8 milliards de dollars ont coûté aux citoyens américains la somme totale de 134,7 milliards en dollars constants.

40. Le 12 janvier 2005, George W. Bush déclarait au *New York Times* : « Si vous voulez savoir quelles sont mes idées en matière de politique étrangère, lisez le livre de Natan Sharansky, *The Case for Democracy* ». Cf. Natan Sharansky, *The Case for Democracy*, PublicAffairs, New York 2004. C'est sur une proposition du même Sharansky que le gouvernement israélien a confié au rabbin Michael Melchior, vice-ministre des Affaires

étrangères, le soin de créer un cabinet de relations publiques chargé de diffuser dans la presse occidentale l'idée qu'antisionisme, anti-américanisme et antisémitisme ne sont qu'une seule et même chose.

41. Cf. Francis Fukuyama, « The Neoconservative Moment », in *The National Interest*, été 2004 ; Charles Krauthammer, « In Defense of Democratic Realism », in *The National Interest*, automne 2004. Cf. aussi Murray Friedman, *American Jews and the Rise of Neo-Conservatism. Jewish Intellectuals and the Shaping of Public Policy*, Cambridge University Press, Cambridge 2005.

42. *Le Figaro*, 18 août 2004.

43. *Libération*, 5 avril 2005.

44. Cela ne vaut pas que pour le texte. Dans l'un des cahiers photos de l'ouvrage, on trouve la reproduction photographique de deux pages d'un journal d'extrême gauche intitulé *Le Bolchevik*. Pour illustrer les « convergences islamo-gauchistes », cette publication est explicitement décrite comme « engagée dans la défense du port du "foulard islamique" ». Quand on regarde l'image de plus près, on constate que le journal en question proclame en réalité : « Le voile symbolise l'oppression des femmes, mais : A bas les exclusions racistes ! », ce qui n'est pas tout à fait la même chose…

45. Sur l'antisionisme religieux, on lira avec profit l'essai de l'historien Yakov M. Rabkin, *Au nom de la Torah. Une histoire de l'opposition juive au sionisme*, Presses de l'Université Laval, Québec 2004. L'auteur fait observer au passage qu'il y a aujourd'hui dans le monde plus de non-juifs que de juifs parmi les partisans inconditionnels de l'Etat d'Israël. Cf. aussi Emmanuel Lévyne, *Judaïsme contre sionisme*, Cujas, Paris 1969.

46. On notera, en référence à une actualité récente, que l'appartenance du territoire de Gaza à *Erets Israel* reste discutée dans les milieux orthodoxes, car « il se peut que jamais ce territoire n'ait fait partie de la Terre Sainte conquise par les enfants d'Israël à la Sortie d'Egypte, ou lors de leur installation du temps de Ezra » (*Kountrass News*, avril 2004, p. 6).

47. L'idée selon laquelle le sionisme est une « forme de racisme et de discrimination raciale » a néanmoins fait partie de la doctrine officielle des Nations-Unies de 1975 à 1991. A la même époque, Israël Shahak, ancien déporté, fondateur de la Ligue israélienne des droits de l'homme, avait publié *Le racisme de l'Etat d'Israël* (Guy Authier, Paris 1975).

48. *Kountrass News*, novembre 2004, p. 27.

49. Op. cit., p. 31.

50. Op. cit., p. 48.

51. Robert Laffont, Paris 2003.

52. Op. cit., p. 55.

53. Pascal Boniface, « Un antisémitisme de gauche ? », in *Politis*, 21 décembre 2004.

54. Ibid.

55. Cf. Jean-Michel Chaumont, *La concurrence des victimes. Génocides, identité, reconnaissances*, Découverte, Paris 1997. Le site Proche-orient.info signalait de son côté, le 30 avril 2005, qu'aux Etats-Unis, ce sont les « organisations juives qui œuvrent auprès du Congrès afin d'éviter le vote d'une résolution reconnaissant

le génocide des Arméniens en 1915 ».

56. « Is Europe a Lost Cause? The European Debate on Antisemitism and the Middle East Conflict », in *Patterns of Prejudice*, mars 2005, p. 53. Cf. aussi Irfan Khawaja, « Poisoning the Well: The False Equation of Anti-Zionism and Anti-Semitism », Center for History and New media, George Mason University, 28 mars 2005, 6 p.

57. Michel Wieviorka : « Pour un Arabe vivant au Proche-Orient, si l'ennemi est un Israélien, celui-ci est aussi un Juif, et les deux termes sont plus facilement ou spontanément interchangeables » (op. cit., p. 101).

58. « Les radicaux et les extrémistes qui prônent un soutien inconditionnel de tous les juifs à la politique d'Israël, quelle qu'elle soit, écrit encore Michel Wieviorka, façonnent une équation "juifs de la diaspora = Israël" extrêmement dangereuse, car provoquant, en retour, des discours antisémites qui reposent sur la même équation » (op. cit.).

59. « Goodbye to All That », art. cit., p. 42.

60. *Les penchants criminels de l'Europe démocratique*, Verdier, Lagrasse 2003, p. 15, ouvrage publié sous l'égide de Benny Lévy et de l'Institut d'études lévinassiennes.

61. Ibid., p. 130. On n'est pas loin de la tradition qui fait de la « bestialité », de la « tromperie », de la « propension au meurtre » et de la jalousie vis-à-vis de *Ya'aqov*, quelques unes des caractéristiques essentielles de cet être sans unité intérieure que serait l'Occident (*'Essaw*) – dont il est dit de surcroît (*Kohéleth Raba* 1,1) que la part la plus sombre, l'Europe, ressemble au Porc (*'Hazir*). L'expression de « Juifs de négation » se retrouve aussi chez Benny Lévy qui, dans *Etre juif. Etude lévinassienne* (Verdier, Lagrasse 2003), appelle à dresser une frontière infranchissable entre Juifs et non-Juifs au motif que les uns et les autres ne participent pas du même *être* : « Il n'y a pas d'homme ! Mais un juif et un païen. Etre-au-monde séparé ! » (p. 48). Cf. à ce sujet l'excellente critique de Jacob Rogozinski, « Retour au ghetto ? », in *Esprit*, novembre 2004, pp. 13-25.

62. *L'Express*, 7 février 1981.